

Le budget—M. Rodriguez

Comment les gouvernements des provinces atlantiques—trois sur quatre sont conservateurs—ont-ils réagi au troisième budget du gouvernement conservateur? Voici ce que le premier ministre Buchanan de la Nouvelle-Écosse a dit:

En toute sincérité, j'ai été très déçu de constater que le budget n'ait pas mentionné ce qui, avais-je pensé, devait être un des points importants, soit l'agence des provinces atlantiques... Le budget n'offre à peu près rien à la région atlantique, alors que nous avons de pressants besoins... L'Ontario se porte très bien, merci, mais les provinces atlantiques traversent une période difficile, et c'est bien malheureux que le budget ne propose rien pour les aider.

Et un peu plus loin:

Malheureusement... les restrictions ont des conséquences plutôt dévastatrices pour les provinces atlantiques... Le remède qu'ils prescrivent pour régler un problème en Ontario est à l'origine de la pneumonie dont nous souffrons ici.

M. Keeper: Il faut changer de médecin.

M. Rodriguez: Il faut mettre le médecin à la porte. Personne ne peut dire que le *Telegraph-Journal* est une publication socialiste, pourtant voici des extraits de son éditorial du 20 février:

«Il n'y a rien là pour le Canada de l'Atlantique,» a dit Normand Corno, président de la Chambre de commerce du Nouveau-Brunswick.

«C'est du pareil au même,» d'après Donald Hackett, président du Board of Trade de Saint-Jean.

Tim McCarthy, président de la Fédération des travailleurs du Nouveau-Brunswick, a déclaré: «Je pense que le ministre n'a pas tenu compte des disparités régionales.»

Même Yvon Poitras, président du Conseil de gestion du gouvernement du Nouveau-Brunswick—et un homme politique de même allégeance que M. Wilson—a été ouvertement critiqué. Il s'est accordé à dire avec le monde des affaires et le monde syndical que le budget Wilson «ne fait rien» pour le Nouveau-Brunswick.

Le *Chronicle-Herald* de Halifax a dit dans son éditorial du 20 février 1987 que:

... M. Wilson n'a même pas réaffirmé dans son exposé budgétaire la volonté du gouvernement de faire jouer un rôle utile à l'agence.

Jusqu'ici, le PEA a été paralysé par les formalités bureaucratiques et des lignes directrices inapplicables, selon le monde des affaires et des économistes indépendants.

Le PEA a retenu l'attention publique, mais seulement parce que la Millie's Chips est devenue déçue de ses négociations avec l'administration du PEA et a décidé d'établir une nouvelle usine en Ontario plutôt qu'à Port Hawkesbury.

Que dit l'éditorial du *Telegram* de Saint-Jean? Voici ce qu'il dit:

Deux sujets de préoccupation pour notre province, la pêche et les zones extracôtières, ont été passés sous silence. On n'a pas parlé des perspectives de réduction des inégalités régionales, et rien (dans le budget) ne laisse entrevoir que l'épouvantable taux de chômage de la province diminuera.

M. Wilson dit de son budget qu'il représente une pause avant la présentation d'importantes propositions de réforme fiscale plus tard cette année.

Le budget me fait penser non pas à une pause mais plutôt à un étranglement. Il étrangle la région de l'Atlantique. L'éditorial du *Telegram* de Saint-Jean avait pour titre «La région de l'Atlantique doit attendre». L'éditorial poursuit en faisant remarquer:

Les secours sont en route, dit-il, mais il trouve les habitants de l'Atlantique déraisonnables de s'attendre à ce qu'ils arrivent à temps pour le budget.

Ce sont les provinces centrales qui sont en pleine expansion, et le ministre des Finances promet que la région de l'Atlantique en bénéficiera.

Autrement dit, ce qui est bon pour le centre du pays est bon pour tous les Canadiens.

On appelle cela la théorie des retombées. Rappelez-vous, le gouvernement actuel était censé ramener l'unité. Le gouvernement est bien représenté à la Chambre des communes. Il compte 211 sièges répartis dans tout le pays.

• (1740)

M. Nunziata: Qu'en avons-nous retiré?

M. Rodriguez: Rien du tout à part la division et la discorde dans le pays en deux ans et demi à peine. Les conservateurs se demandent pourquoi leur cote de popularité est si basse dans les sondages. Je répète que ce phénomène n'a rien à voir avec les scandales. C'est parce que les conservateurs ne s'intéressent pas aux inégalités régionales, parce qu'ils mettent l'accent où le développement économique est déjà très fort, essentiellement dans le sud de l'Ontario.

Le Nord de cette province demeure un réservoir de matières premières comme la région de l'Atlantique et celle de l'Ouest. La fameuse théorie des retombées selon laquelle des stimulants économiques consentis dans le sud de l'Ontario devraient apporter quelques miettes à l'Est, à l'Ouest et au Nord, n'est pas acceptable.

La révolution finit par gronder. Nous, qui sommes de l'Atlantique, du nord de l'Ontario et de l'Ouest, nous ne nous contentons plus de ramasser les miettes. Nous voulons notre place au banquet avec les autres convives. Nous allons tirer nos chaises pour nous rapprocher afin de pouvoir profiter du repas comme les autres car nous ne voulons plus des miettes.

Je ne prêche pas la bonne parole aux conservateurs. Je me contente de leur dire de se repentir sinon le jour du jugement est proche. Je les engage à écouter les Canadiens.

J'ai fait part à la Chambre des réactions dans la région de l'Atlantique. Ces réactions ne viennent pas de journaux et de chefs néo-démocrates. Elles viennent de gens de même allégeance politique que les conservateurs.

Je dis au gouvernement que le temps est venu. Qu'il doit renoncer à l'idée que le sud de l'Ontario, surtout Toronto, c'est le royaume des cieus de tout le Canada. Le gouvernement doit tout de suite prêter attention aux disparités régionales qui existent au Canada. Il doit s'en occuper maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

M. le vice-président: Questions ou commentaires?

La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

M. le vice-président: Le vote porte donc sur la question suivante.

M. Wilson (Etobicoke-Centre), appuyé par M. Mazankowski, propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.